

BANQUE DE FRANCE

# LES ENTREPRISES EN REGION CENTRE-VAL DE LOIRE: BILAN 2023 ET PERSPECTIVES 2024

Février 2024

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

## Contexte national : l'économie française résiliente devant la forte inflation

**Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique), l'économie mondiale a résisté en 2023. L'inflation a reflué plus rapidement que prévu suite au pic de 2022, avec un impact moins important qu'attendu sur l'emploi et l'activité.** Ainsi selon le [FMI \(WEO de janvier 2024\)](#), le PIB mondial augmenterait de 3,1 % en 2023. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,5 % en 2023, après une hausse de 3,4 % en 2022.

En France, sur l'ensemble de l'année 2023, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parviendrait à sortir progressivement de l'épisode de forte inflation sans récession. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a poursuivi son rebond post Covid-19, notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication et, dans une moindre mesure, les services financiers, aux entreprises et aux ménages. Le secteur de l'industrie a lui aussi rebondi après la succession des chocs affectant aussi bien l'offre que la demande. Toutefois l'activité a stagné au second semestre, touchée par le ralentissement du secteur de l'énergie après un début d'année très allant, la baisse du secteur de la construction, et un moindre dynamisme des services marchands.

**Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2023, l'activité resterait ralentie en 2024 avant de se raffermir ensuite. En 2024, la croissance serait davantage tirée par la consommation des ménages, sous l'effet du repli de l'inflation, bénéfique au pouvoir d'achat des salaires, et de la baisse du taux d'épargne. En 2025, la croissance bénéficierait également d'une amélioration de l'investissement privé, car l'effet du resserrement des conditions monétaires et financières serait moindre. En 2026, ces tendances se renforceraient pour engendrer une reprise dynamique.**




La situation sur le marché du travail s'est améliorée en 2022 et jusqu'à mi 2023. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Par conséquent, le taux de chômage augmenterait jusqu'en 2025 pour atteindre 7,8 % de la population active. Cette hausse a déjà débuté au troisième trimestre 2023 à 7,4 %, après 7,2 % au deuxième trimestre. En 2026, l'économie française renouerait avec les créations nettes d'emplois, à la faveur d'une croissance du PIB plus forte. Le taux de chômage recommencerait à se réduire pour atteindre 7,5 % au quatrième trimestre 2026.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,5 % en 2024. L'inflation totale baisserait nettement sur l'ensemble de l'horizon de prévision, aidée par les prix de l'énergie ; mais l'inflation sous-jacente (IPCH hors énergie et alimentation) se replierait également quoiqu'un peu plus lentement. En l'absence de nouveau choc sur les matières premières importées, l'inflation totale reviendrait vers la cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 % au plus tard d'ici 2025 et se maintiendrait ensuite à un rythme un peu inférieur.

Dans un contexte toujours marqué par la forte inflation, **l'Eurosystème a poursuivi ses hausses de taux directeurs pour atteindre un taux de dépôt à 4 % en septembre 2023, et s'est engagé à poursuivre son action afin d'assurer un retour de l'inflation à la cible des 2 %.**

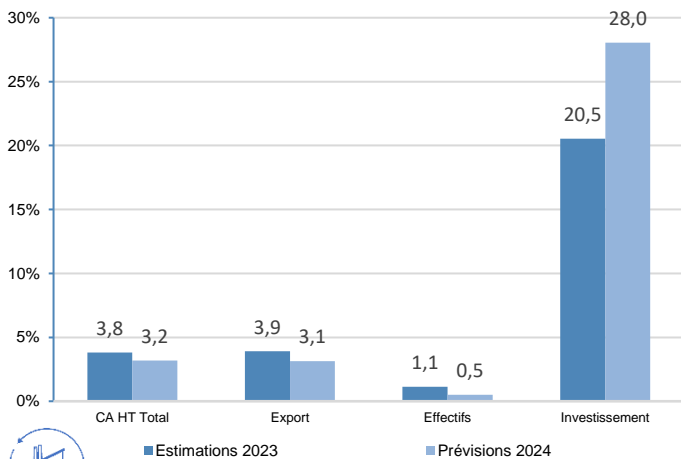
## Contexte National

## Chiffres clefs

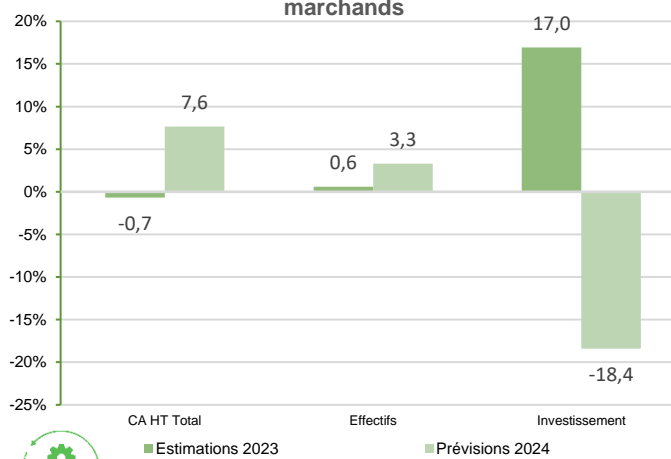
	<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2023 :</b>	<b>+3,8%</b>
		<b>2024 :</b>	<b>+3,2%</b>
	<b>Exportations</b>	<b>2023 :</b>	<b>+3,9%</b>
		<b>2024 :</b>	<b>+3,1%</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>2023 :</b>	<b>+1,1%</b>
		<b>2024 :</b>	<b>+0,5%</b>
	<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2023 :</b>	<b>-0,7%</b>
		<b>2024 :</b>	<b>+7,6%</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>2023 :</b>	<b>+0,6%</b>
		<b>2024 :</b>	<b>+3,3%</b>
	<b>Production totale</b>	<b>2023 :</b>	<b>-1,0%</b>
		<b>2024 :</b>	<b>-0,6%</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>2023 :</b>	<b>+1,4%</b>
		<b>2024 :</b>	<b>-0,8%</b>

## Situation régionale

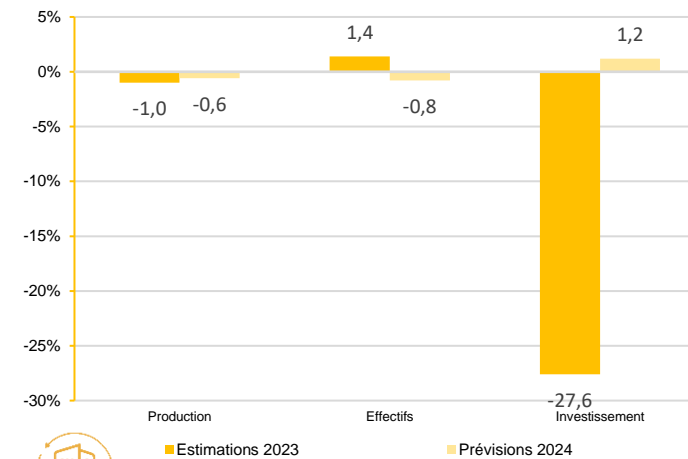
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

### Points Clefs

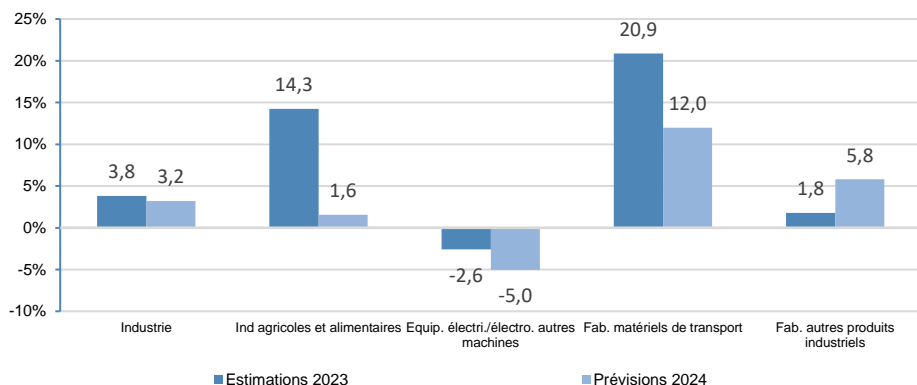
- Les crises successives depuis 2020 ont démontré les capacités d'adaptation des entreprises, qui devraient perdurer
- Les difficultés d'approvisionnement ont reflué, les problèmes de recrutement perdurent mais les effectifs ont progressé.
- Les **perspectives pour 2024 sont encourageantes**: alors que les **incertitudes sont grandes**, les CA réels seraient positifs dans un contexte de désinflation. Le secteur de la construction resterait en difficulté.
- Avec la **baisse effective de l'inflation à 2% fin 2024** et une **rentabilité encore maintenue** (sauf dans le BTP), plusieurs secteurs pourraient connaître une reprise sensible.
- Le **BTP** est un secteur qui restera en **difficulté en 2024**, accumulant une série de facteurs négatifs: moins de projets en raison de problèmes de financement (niveau des taux d'intérêt), difficultés de recrutement plus élevées que dans les autres secteurs, concurrence intense qui implique une pression à la baisse sur les prix, présence de nombreux acteurs en grandes difficultés financières et mesures réglementaires pénalisantes.



## Synthèse de l'Industrie

L'année 2022 s'était inscrite dans la continuité de la reprise de 2021 avec cependant une hausse des prix à la production dépassant la croissance du CA nominal. 2023 est marquée par un ralentissement de la croissance dans un contexte de désinflation, avec des réalisations en retrait par rapport aux prévisions. Les chiffres d'affaires s'inscrivent en baisse en termes réels (-1.9%) avec une légère progression des effectifs (+1.1%) et une forte hausse des investissements (+20.5%). La rentabilité est meilleure qu'attendue, les marges se sont quelque peu redressées, souvent à la faveur d'augmentations de tarifs. Les prévisions 2024 font état d'une croissance plus modérée. En tenant compte de la décrue de l'inflation le CA réel serait positif. A noter la bonne performance attendue des investissements (+28%).

Évolution du chiffre d'affaires



Après la forte reprise de 2021 et une croissance vigoureuse du chiffre d'affaires en 2022 avec un niveau d'inflation qui suggérait des baisses en volume, l'année 2023 s'est traduite par un net tassement de l'activité (+3.8%) alors que les prévisions faites il y a un an tablaient sur une hausse de 6,3%. Malgré une baisse sensible de l'inflation les chiffres d'affaires sont en recul en volume (-1.9%). Avec une augmentation de 3.2% attendue en 2024, l'évolution serait également positive en volume du fait de la désinflation.

Le secteur du matériel de transport, l'aéronautique en particulier, affiche des performances supérieures à la moyenne.

Au-delà des hausses conséquentes de chiffres d'affaires qui atteignent parfois les deux chiffres, les données déflatées de la hausse des prix traduisent un tassement du PIB et une pression à la baisse sur les marges qui ne se sont que partiellement reconstituées.

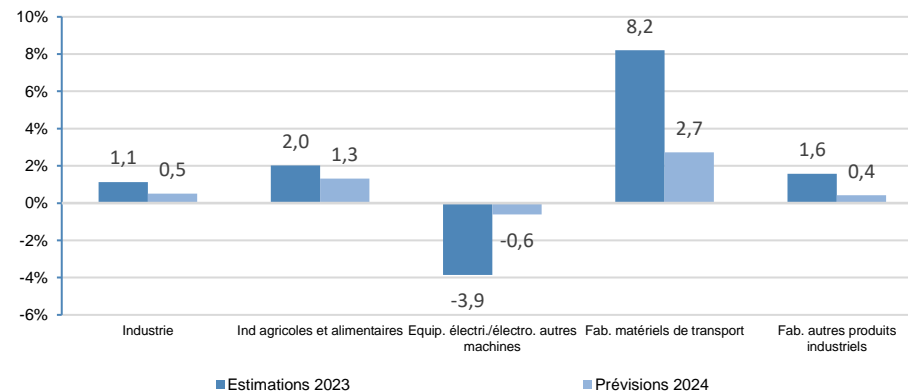
En 2023, la dynamique a été moins bonne que prévu avec des difficultés de recrutement toujours consistantes bien qu'en recul. En 2024 les prévisions sont inférieures à celles de l'an dernier avec un niveau de croissance de 0.5%.

Le secteur du matériel de transport serait le plus créateur d'emploi, dynamisé principalement par l'aéronautique.

Le rythme de croissance des effectifs s'est tassé en 2023 dans l'industrie du luxe, et les progressions dans la plupart des sous-secteurs, parfois un peu supérieures à celles de 2022, ont été modestes. En revanche un recul marqué est enregistré dans la fabrication d'équipements électroniques et électriques.

Les effectifs intérimaires évoluent fortement à la hausse dans les secteurs qui recrutent et à la baisse dans les secteurs en repli. Pour 2024 ils baisseraient dans tous les secteurs en raison du ralentissement conjoncturel mais sans doute aussi du souhait d'améliorer la productivité.

Évolution des effectifs





21%

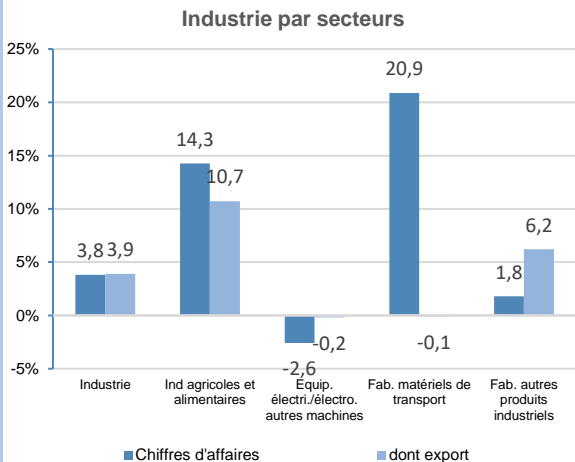
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

### Chiffre d'affaires, dont export

En 2023 l'activité a moins progressé que prévu. Les problèmes de recrutement ont persisté, mais ils sont en recul.

Les secteurs de l'agroalimentaire et du matériel de transport ont connu une croissance nominale du chiffre d'affaires, alors que les équipements électriques et électroniques se sont inscrits en repli.

Les exportations ont contribué en partie à cette hausse. En dépit de la désinflation, les chiffres d'affaires déflatés sont globalement en repli.

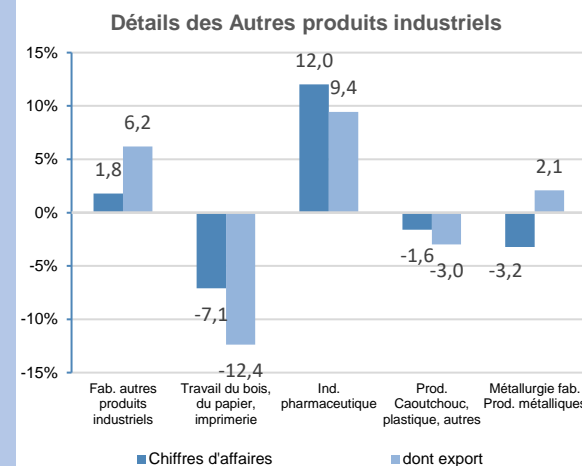


### Chiffre d'affaires, dont export

Les cosmétiques et l'industrie pharmaceutique ont été les secteurs les plus dynamiques.

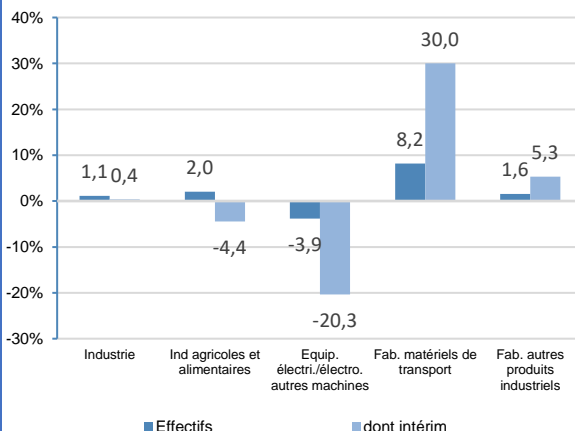
L'industrie textile a bien résisté. Ailleurs les chiffres d'affaires nominaux sont en baisse, ce qui traduit un affaiblissement de la conjoncture parfois en lien avec l'international qui accentue ces tendances.

Déflatée de la hausse des prix, la situation est plus fortement dégradée.



## Bilan 2023

### Industrie par secteurs



La dynamique a été moins bonne que prévu en 2023 malgré des difficultés de recrutement en recul. Les effectifs ont progressé de 1.1%, (12.6% dans l'industrie automobile).

L'intérim a été moins dynamique que l'emploi total. Son évolution par secteur suit l'orientation du chiffre d'affaires.

### Effectifs, dont intérim

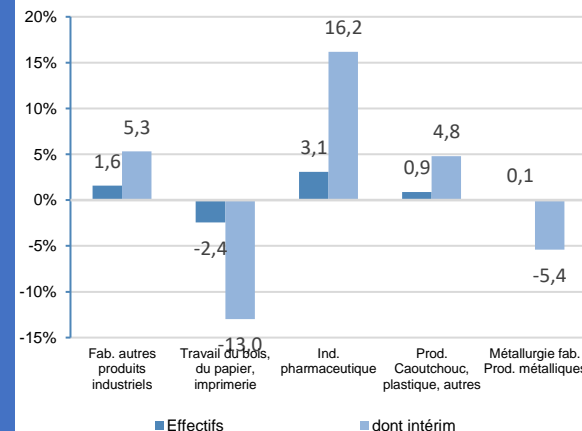
2023 s'est traduite par de fortes disparités entre les sous-secteurs. Ainsi l'imprimerie s'est-elle inscrite en recul, au contraire des autres sous-secteurs.

Les hausses sont restées modestes, relevant souvent du travail intérimaire, qui recule cependant fortement dans les secteurs qui licencient.

L'intérim a gardé son rôle traditionnel dans l'ajustement des effectifs.

### Effectifs, dont intérim

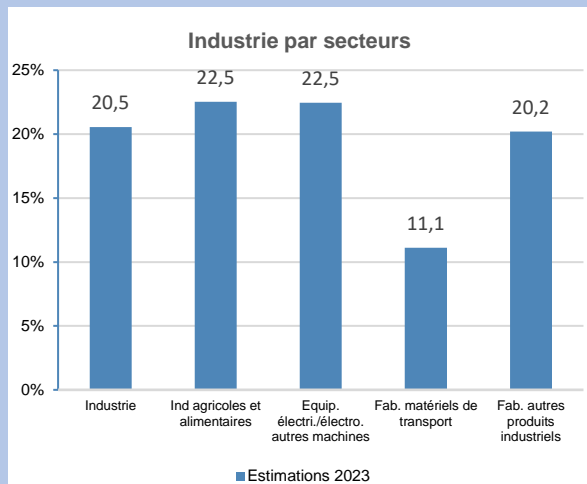
### Détails des Autres produits industriels





**21%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

### Évolution des investissements



La hausse des investissements a concerné presque tous les sous-secteurs, sauf l'imprimerie, la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques ainsi que l'industrie automobile.

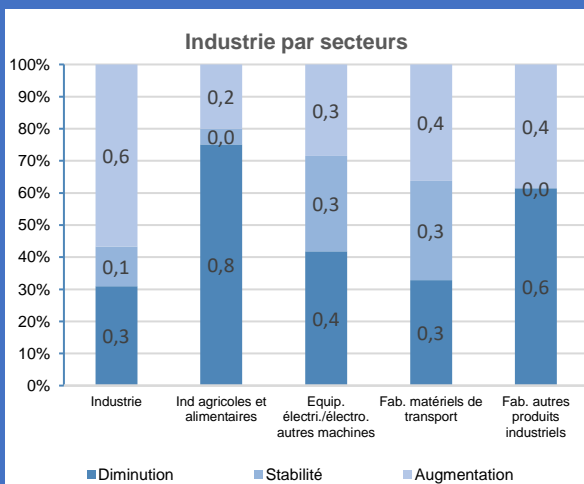
Le dynamisme est particulièrement marqué dans l'agroalimentaire, la fabrication d'équipements électriques et l'aéronautique.

Le besoin d'affronter une conjoncture mal orientée et de réaliser des économies d'énergie expliquent cette évolution.

Les investissements réalisés en 2023 (+20.5%) sont meilleurs qu'attendu (+19.5%), les perspectives 2024 sont encore meilleures à +28%. Cette tendance peut s'expliquer par la reprise des investissements dans la filière automobile liée à la transition énergétique, le maintien de hauts niveaux dans l'aéronautique et l'industrie pharmaceutique, un rebond des investissements dans le travail du bois. En revanche de fortes baisses affecteraient l'industrie agroalimentaire et la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.



### Bilan 2023



Les prévisions d'orientation de la rentabilité émises début 2023 étaient dominées par la stabilité ou la hausse.

Seules 20% des entreprises interrogées s'attendaient à une baisse.

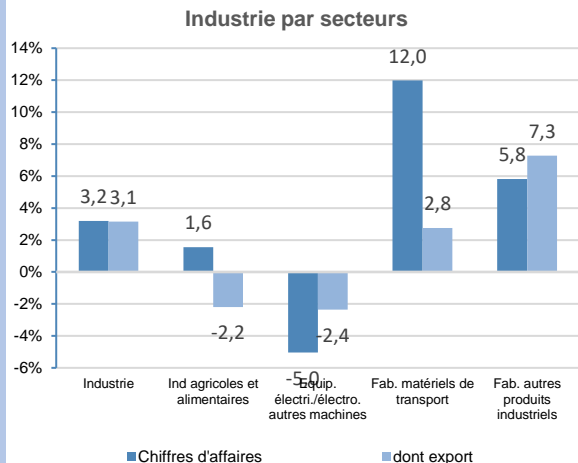
Au final, 54% des sociétés ont vu leur rentabilité augmenter et 34% diminuer, les hausses de prix ont permis de reconstituer des marges mais cela n'a pas toujours suffi.

### Rentabilité



**21%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

### Chiffre d'affaires, dont export



Pour 2024 une augmentation globale de 3.2% des CA est attendue, la désinflation permettrait même une progression de 1.4% en volume.

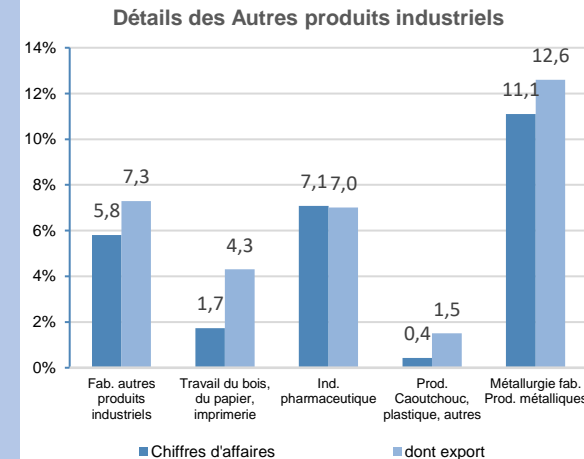
Les hausses nominales décélèreraient, à l'exception de la fabrication d'autres produits industriels.

Les exportations croitraient moins vite avec un recul dans l'industrie agroalimentaire.

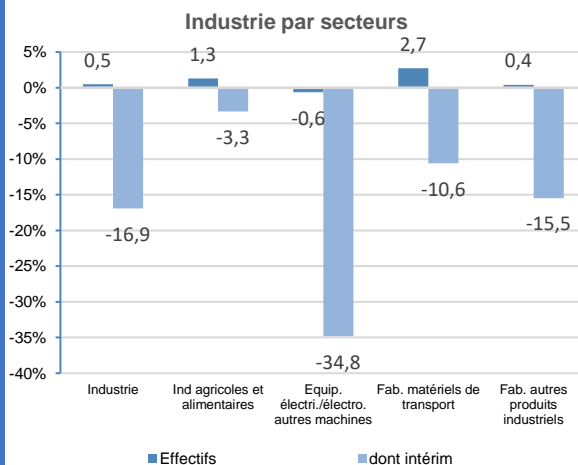
### Chiffre d'affaires, dont export

En ce qui concerne les autres produits industriels les perspectives pour 2024 laissent apparaître de légers tassements des chiffres d'affaires nominaux.

Ils s'inscriraient en baisse dans l'imprimerie, en hausse dans la métallurgie et la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique après un repli en 2023.



### Perspectives 2024

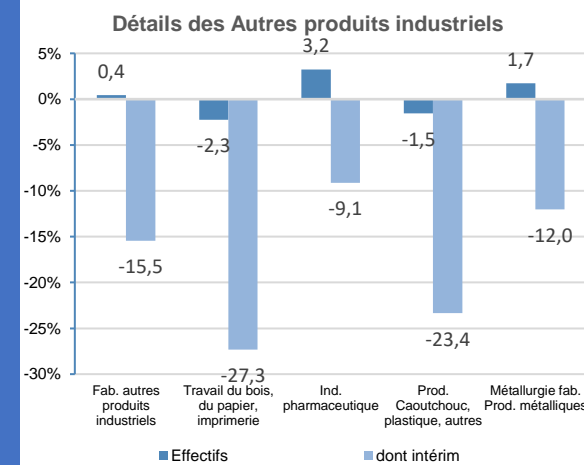


En 2024 les prévisions sont inférieures aux réalisations de 2023 avec un niveau en faible croissance. Seuls les sous-secteurs de l'aéronautique et de l'industrie pharmaceutique augmenteraient plus leurs effectifs qu'en 2023.

En particulier les effectifs intérimaires s'inscriraient en baisse dans tous les secteurs, illustrant ainsi le phénomène de ralentissement économique observé en 2023.

Tous ces sous-secteurs envisagent une faible progression de l'emploi total, voire un recul, avec une nette diminution de l'emploi intérimaire.

Ces évolutions pourraient s'expliquer par le ralentissement économique et la volonté de réaliser des gains de productivité.



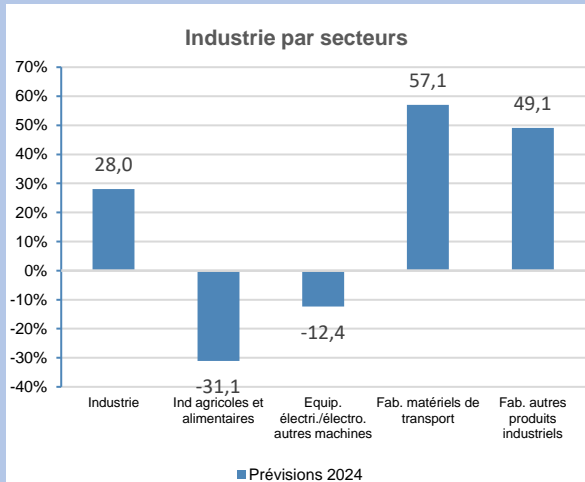
Effectifs, dont intérim

Effectifs, dont intérim





**21%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région



### Investissements

Les investissements sont attendus en forte hausse de manière générale en 2024, davantage qu'en 2023.

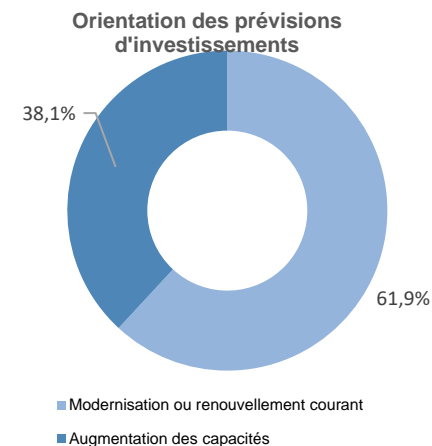
Ils seraient particulièrement dynamiques dans le matériel de transport et l'industrie pharmaceutique. Cependant, une forte baisse est attendue dans l'agroalimentaire et la fabrication de produits informatiques.

Les enjeux de transition énergétique et la recherche de gains de productivité peuvent expliquer cette tendance.

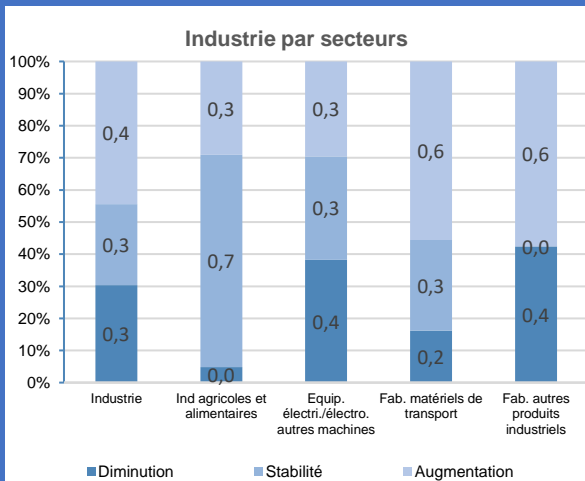
### Orientation des prévisions

Les investissements seraient orientés pour plus de 60% vers une modernisation ou un renouvellement de l'outil de production.

Près de 40 % seraient consacrées à l'augmentation des capacités de production, ils étaient de moins de 30% il y a un an.



## Perspectives 2024



Les entreprises interrogées sont 40% à envisager une hausse de leur rentabilité en 2024 mais la part des prévisions à la baisse augmente également (30% contre 20% l'an dernier).

Des sociétés pensent restaurer leurs marges grâce à des hausses de prix et une rationalisation des coûts.

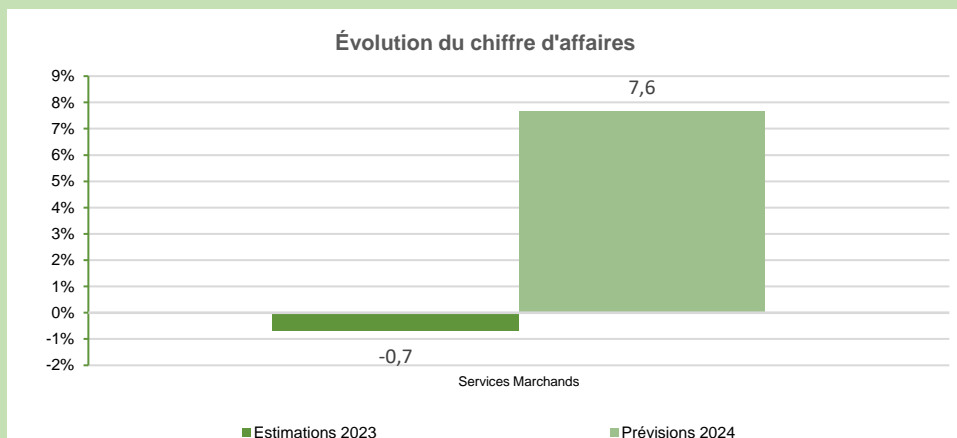
La hausse du coût des intrants a vraiment pesé, les hausses de prix étant bridées par les contraintes de marché.

### Rentabilité



## Synthèse des services marchands

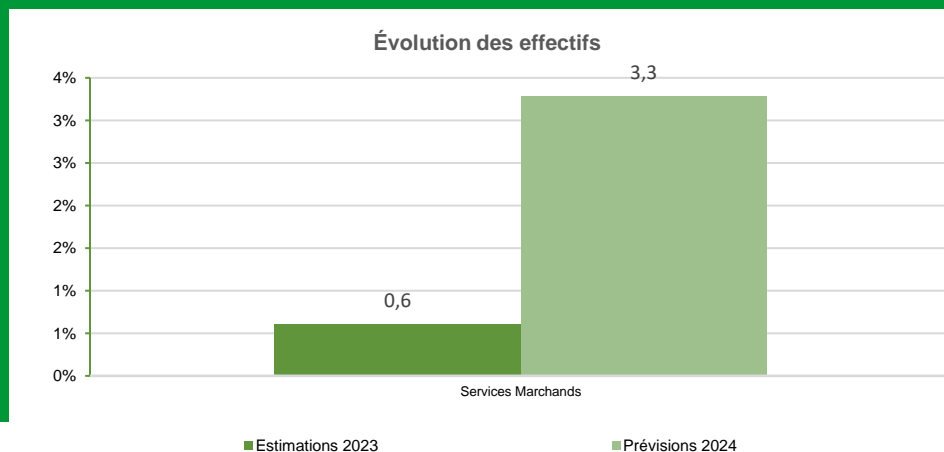
Après une forte reprise des services en 2021, et de bons résultats en 2022, l'année 2023 a été marquée par des chiffres d'affaires nettement inférieurs aux prévisions de début d'année (-0.7% contre +6.5%). En tenant compte de la hausse des prix, le chiffre d'affaires est en repli de -4.5% en volume. L'impact de la hausse des prix de l'énergie et d'autres approvisionnements, ainsi que les récentes progressions de salaires n'ont pas été compensées intégralement par la hausse des tarifs.



Réalisations 2023: le chiffre d'affaires a reculé, y compris en nominal, confirmant que l'année a été difficile dans le transport routier de marchandises.

Pour 2024 les prévisions sont meilleures qu'en 2023. Du fait de la désinflation la croissance en volume serait positive et les exportations augmenteraient de près de 15% en valeur nominale.

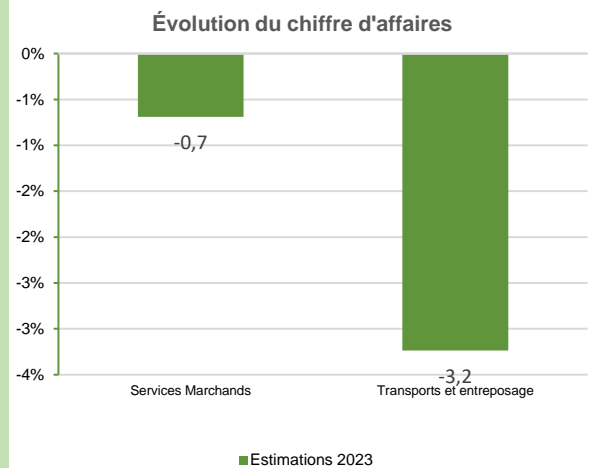
Les effectifs apparaissent en deçà des prévisions en 2021 et 2022, voire même en légère baisse, en lien avec les difficultés de recrutement, aigües à l'époque. En petite progression en 2023, ils sont attendus en plus forte hausse en 2024, en particulier dans l'informatique. Les effectifs intérimaires ont baissé de 18% en 2023 et baisseraient encore de 8,5% en 2024 dans un contexte de croissance globale des effectifs : cela traduit la transformation de postes intérimaires en CDI.



Source Banque de France – SERVICES



**68%**  
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



## Chiffre d'affaires

En 2023 le chiffre d'affaires a été inférieur aux prévisions de début d'année. La baisse est plus prononcée.

L'impact de la hausse des prix de l'énergie, du matériel et des salaires n'a pas été compensé intégralement par la hausse des tarifs dans les transports routiers de marchandises.

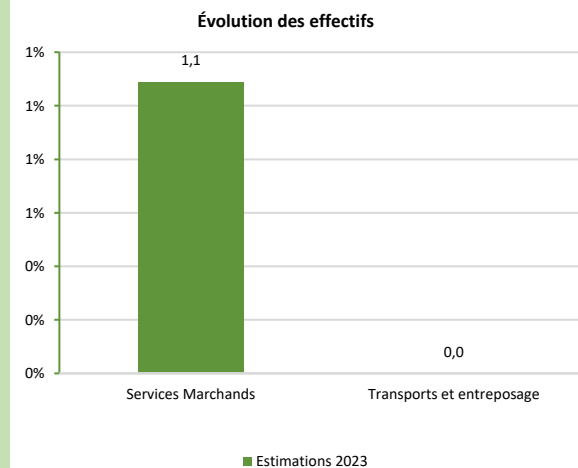
Les marges sont sous pression.

## Effectifs

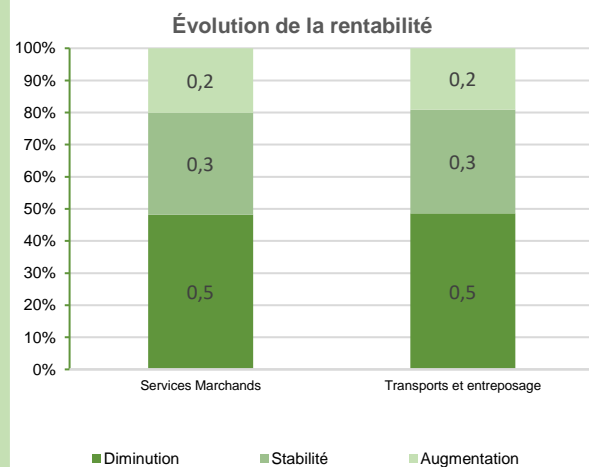
Comme en 2021 et 2022, les effectifs apparaissent en deçà des prévisions en 2023 en raison des difficultés de recrutement mais aussi à un ralentissement de la conjoncture.

Les effectifs sont stables dans le secteur des transports et en nette hausse dans le secteur informatique.

Le nombre d'intérimaires s'inscrit en forte baisse (-17.9%).



## Bilan 2023

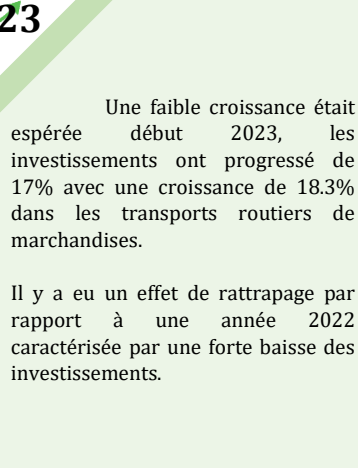


Les réalisations de 2023 ont été plus faibles qu'attendues avec un niveau de baisse de rentabilité deux fois supérieur à l'estimation d'il y a un an.

La proportion de hausses a été sensiblement la même, à moins du quart des interrogés.

L'évolution des coûts de l'énergie-avec moins de protection que dans l'industrie- et des salaires ont joué un rôle défavorable, malgré des hausses de tarifs.

## Rentabilité



Une faible croissance était espérée début 2023, les investissements ont progressé de 17% avec une croissance de 18.3% dans les transports routiers de marchandises.

Il y a eu un effet de rattrapage par rapport à une année 2022 caractérisée par une forte baisse des investissements.

## Investissements



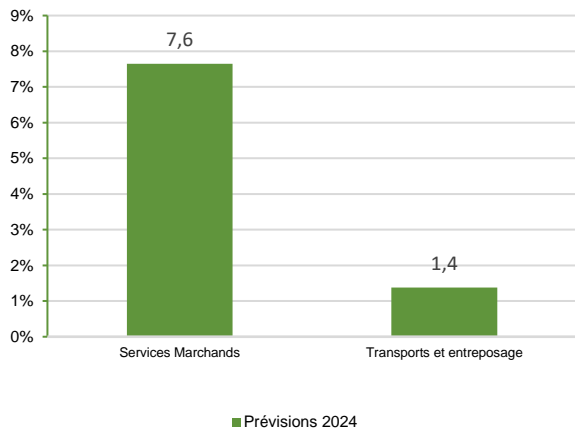
**68%**  
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

### Chiffre d'affaires

Une reprise de +7.6% est attendue en 2024.

A noter toutefois une plus faible progression pour le transport routier de marchandises dont le chiffre d'affaires réel afficherait même un léger recul malgré la désinflation attendue.

Évolution du chiffre d'affaires



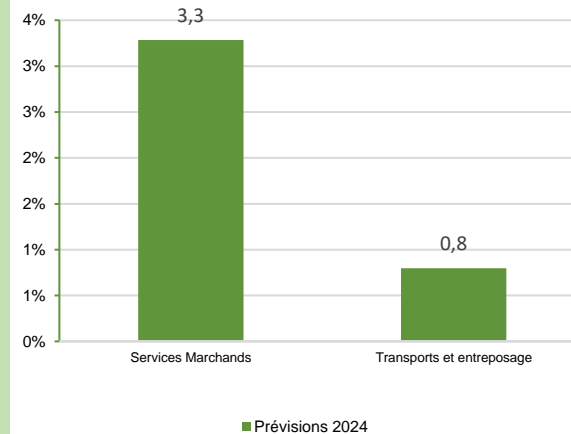
### Effectifs

En petite progression en 2023, ils sont attendus en plus forte hausse en 2024, (+3.3%) en particulier dans l'informatique.

Les effectifs intérimaires ont diminué de 18% en 2023 et baisseraient encore de 8,5% en 2024.

Etant donné la progression des effectifs, il est probable que des contrats d'intérim soient transformés en CDI.

Évolution des effectifs



### Perspectives 2024

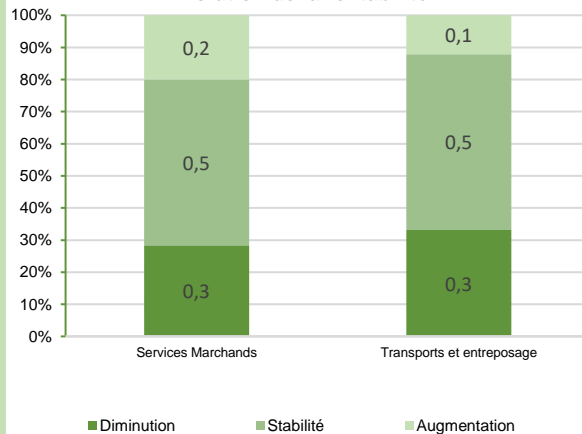
Une majorité de chefs d'entreprise anticipent une stagnation en 2024.

Presque 30% espèrent une augmentation, ce qui peut signifier que les hausses des prix, notamment l'énergie, et des salaires seraient compensés, voire davantage, par des progressions tarifaires.

En 2023 les investissements ont nettement augmenté, plus que prévu, mais seraient orientés à la baisse en 2024, comme ce fut le cas en 2022.

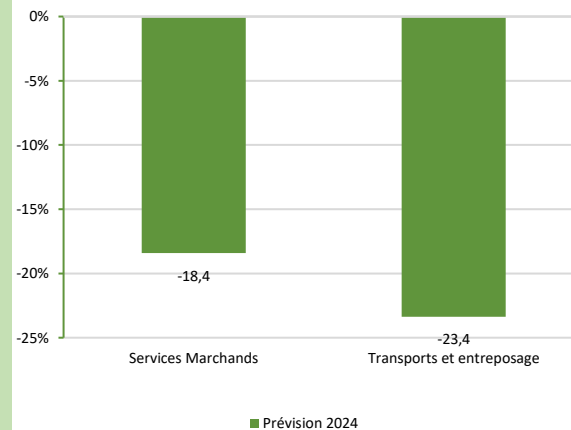
Sur plusieurs années aucune tendance claire ne se dessine.

Évolution de la rentabilité



### Rentabilité

Évolution des Investissements

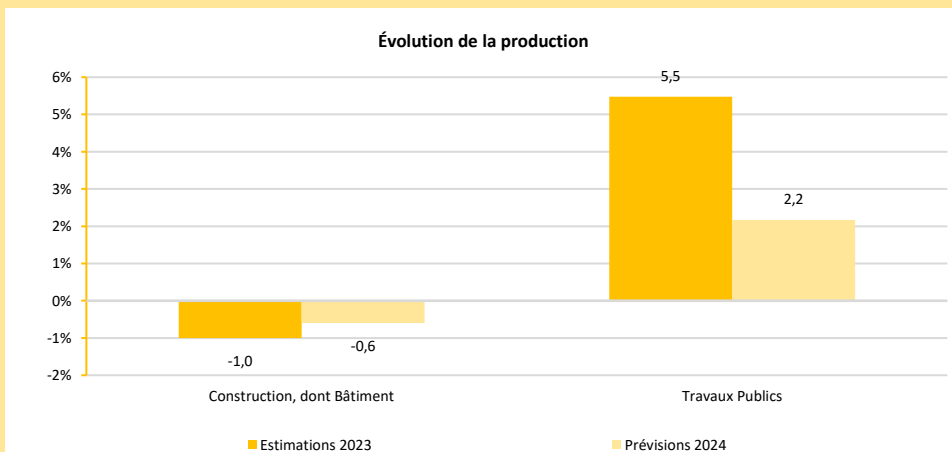


### Investissements



## Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

En 2023 le chiffre d'affaires apparaît en baisse modérée. Le chiffre nominal est un peu supérieur à la prévision de début d'année (-1.5%) mais il est très en recul (-7.5%) si l'on prend en compte l'évolution des prix. Les difficultés d'approvisionnement ont fortement reculé. Les problèmes de recrutement ont affecté le secteur tout au long de l'année, ainsi que des effets conjoncturels négatifs liés en partie à la solvabilité des clients dans un contexte de hausse des taux d'intérêt bancaires. Le gros œuvre, en particulier la construction de maisons individuelles, est particulièrement touché, le second œuvre est en repli à partir de la mi-2023.



Pour 2023 les effectifs ont un peu progressé alors qu'ils étaient attendus en baisse de -0.2%. Les difficultés de recrutement ont un peu diminué mais sont restées fortes. Elles concernent encore près de la moitié des entreprises.

Ces difficultés ne sont pas spécifiques à la construction mais elles affectent ce secteur plus que d'autres.

De fait, en 2023, le recul des effectifs dans le gros œuvre a été plus que compensé par la progression dans le second œuvre et les travaux publics.

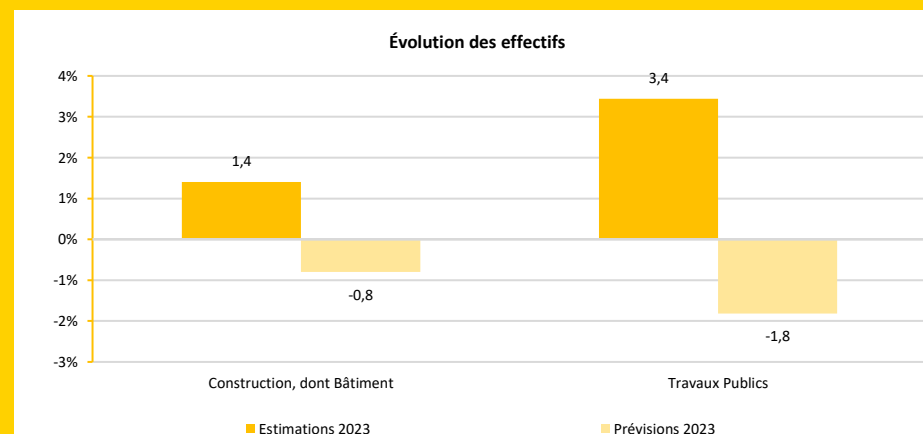
Une diminution des effectifs est prévue pour 2024 en lien avec les évolutions prévues d'activité. Elle serait très marquée dans le gros œuvre et les travaux publics.

Le secteur avait retrouvé en 2021 le profil de croissance soutenue des années 2018-2019.

En 2023 le chiffre d'affaires est en baisse, et beaucoup plus fortement déflaté des prix, quel que soit le sous-secteur concerné. Le chiffre nominal apparaît juste un peu supérieur à la prévision de début 2022 (-1.5%), malgré une hausse des prix des produits finis qui a marqué la majeure partie de l'année.

Pour 2024 une baisse de -0.6% du chiffre d'affaires est attendue, elle serait surtout liée à l'amplification des difficultés du secteur dans un cadre où nombre de dossiers ont peine à être finalisés pour des questions de solvabilité et où nombre d'acteurs sont très fragiles.

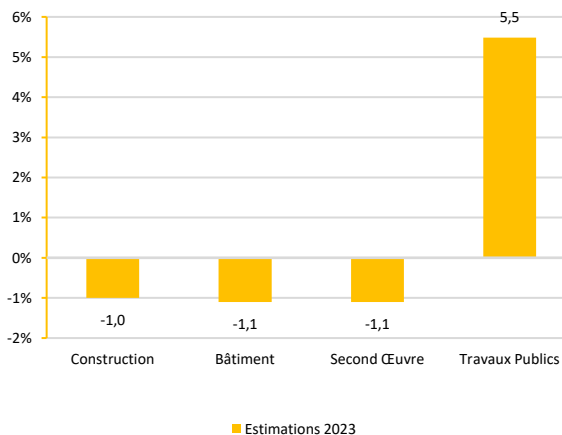
Les problématiques du niveau des taux d'intérêt bancaires et des difficultés de recrutement sont régulièrement évoquées.





**9%**  
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



### Production totale

Après une hausse en volume en 2022 tous sous-secteurs confondus, avec un rythme inférieur à celui de la hausse des prix, les chiffres d'affaires de 2023 enregistrent une baisse de 1% surtout en lien avec le second œuvre, les travaux publics tirant quelque peu leur épingle du jeu.

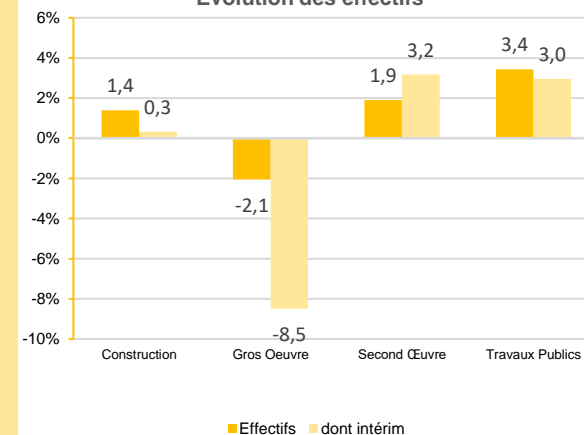
À noter que si les difficultés d'approvisionnement sont devenues anecdotiques, les problèmes liés aux possibilités de financement des clients et à la viabilité de quelques acteurs du secteur sont croissantes.

### Effectifs, dont intérim

Une solide hausse a été observée alors qu'une légère baisse était attendue. Si le gros œuvre a vu ses effectifs, notamment intérimaires, diminuer, la croissance de l'emploi dans les autres secteurs est liée à une progression de l'intérim.

Les difficultés de recrutement perdurent, mais se font moins ressentir car de moins en moins d'entreprises cherchent à recruter.

Évolution des effectifs



## Bilan 2023

Évolution de la rentabilité



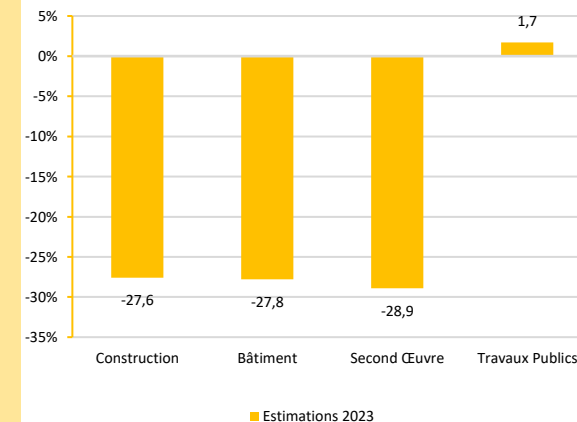
Les prévisions pour 2023 actaient majoritairement une stabilité de la rentabilité d'exploitation (les baisses et hausses étant attendues autour de 23%).

Au final, 40% des entreprises interrogées mentionnent une stabilité, la proportion de hausses et de baisses étant plus forte qu'attendu.

La hausse des prix de vente, très marquée dans les premiers mois de l'année n'a pas toujours compensé la hausse des coûts.

### Rentabilité

Évolution des Investissements



En retrait par rapport aux prévisions chaque année depuis 2020, les investissements ont reculé de 27.6% en 2023 alors que -7% étaient attendus. En 2023 la baisse concerne tous les sous-secteurs, à l'exception d'une légère hausse dans les travaux publics, elle illustre les difficultés conjoncturelles du secteur.

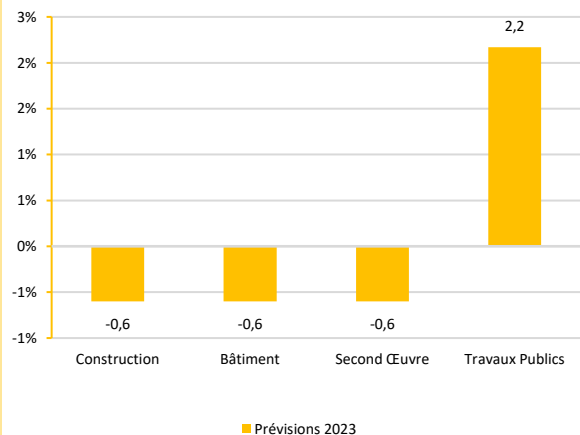
Le gros œuvre enregistre une quatrième année consécutive de baisse.

### Investissements



**9%**  
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



### Production totale

Pour 2024 une baisse de 0.6% du chiffre d'affaires est attendue. Elle serait surtout la conséquence de dossiers qui sont plus difficiles à boucler en raison de problèmes liés à la solvabilité des clients et aux taux d'intérêt.

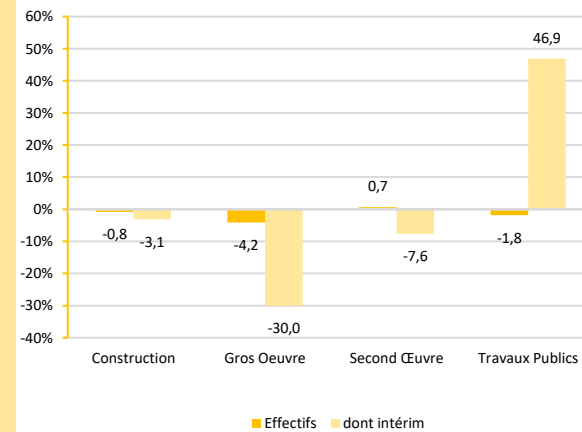
Le second œuvre, en repli depuis le milieu de 2023, subirait la plus forte baisse. En volume cette baisse de production serait plus marquée tous sous-secteurs confondus.

### Effectifs, dont intérim

Une baisse des effectifs est prévue pour 2024 en lien avec les baisses prévues d'activité.

Le gros œuvre serait le plus impacté. La baisse sensible des effectifs intérimaires s'accompagnerait d'embauches en CDI notamment dans le second œuvre, alors que le sous-secteur des travaux publics augmenterait ses effectifs intérimaires dans un cadre de baisse de l'effectif global.

Évolution des effectifs



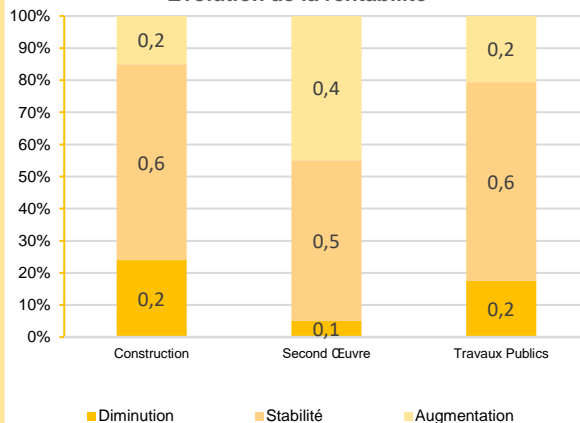
## Perspectives 2024

Pour 2024 la majorité des entreprises anticipent une stabilité de la rentabilité (+20 points).

La part de ceux qui attendent une baisse dépasse celle de ceux qui prévoient une hausse, sauf dans le second œuvre.

Ces données montrent les pressions qui s'exercent sur les marges et les efforts de rationalisation de la production destinés à contenir l'impact de la hausse des coûts.

Évolution de la rentabilité



### Rentabilité



## Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2022-2023-2024).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

### 574 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 74 241 personnes

Un chiffre d'affaires global de M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	301	54691	119 797	46%
Ind Agricoles et Alimentaires	32	6302	12 312	51,2%
Equip. Électri./électr. Autres machines	48	10 781	22 487	47,9%
Fab. Matériel de transport	19	5 917	9 519	62,2%
Fab. Autres produits industriels	202	31 691	75 479	42%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	76	4 919	24 459	20,1%
Transport et entreposage	61	4 230	16 107	26,3%
Information et communication	15	689	8 352	8,3%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	197	14 631	59 658	24,5%
Bâtiment	161	11 721	47 545	24,7%
Gros oeuvre	52	2 926	11 895	24,6%
Second oeuvre	109	8 795	35 650	24,7%
Travaux publics	36	910	574	25,1%






Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	<a href="#">Crédits aux particuliers</a> <a href="#">Accès des entreprises au crédit</a> <a href="#">Crédits par taille d'entreprises</a> <a href="#">Financement des SNF</a> <a href="#">Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales</a> <a href="#">Crédits aux sociétés non financières</a>
 Epargne	<a href="#">Taux de rémunération des dépôts bancaires</a> <a href="#">Performance des OPC - France</a> <a href="#">Épargne des ménages</a> <a href="#">Évolutions monétaires France</a>
 Chiffres clés France et étranger	<a href="#">Défaillances d'entreprises</a> <a href="#">Principaux indicateurs économiques et financiers</a>
 Conjoncture	<a href="#">Tendances régionales en Centre - Val de Loire</a> <a href="#">Conjoncture Industrie, services et bâtiment</a> <a href="#">Enquête sur le commerce de détail</a>
 Balance des paiements	<a href="#">Balance des paiements de la France</a>

**Banque de France  
Service des Affaires Régionales**

*30 bis rue de la République - 45006 - ORLEANS CEDEX 1*

 **02.38.77.78.47**

 **0615-emc-ut@banque-france.fr**

**Rédacteur en chef**

David HUEBER, Responsable du Pôle Études

**Directeur de la publication**

Christian DELHOMME, Directeur Régional



CENTRE-  
VAL DE LOIRE